

Consultation publique sur la décision relative à la collecte annuelle de données environnementales de l'ARCEP

Réponse de l'AFNUM – Septembre 2024

Question 1 : Avez-vous des remarques sur la segmentation en fonction de la technologie d'écran envisagée ? Selon vous, cette décomposition permet-elle d'avoir une bonne représentativité des technologies d'écran des téléviseurs, ordinateurs portables et tablettes vendus sur le marché en France ?

Le projet de décision mis en consultation le 26 juillet 2024 indique que « les principales évolutions apportées par rapport à la décision de l'Arcep n°2023-2488 du 22 novembre 2023, portent, pour les indicateurs suivants, sur la décomposition des différentes technologies d'écrans en cinq catégories (LCD / LED / OLED / QLED / autres technologies) : ventes de téléviseurs, d'ordinateurs portables et de tablettes ; puissance électrique moyenne en fonctionnement et en veille des téléviseurs ».

Les fabricants d'équipements audiovisuels indiquent que cette distinction en cinq catégories n'est pas pertinente par rapport au marché considéré car elles ne s'excluent pas toutes mutuellement. En effet, il existe deux catégories principales pour les technologies d'affichage : les écrans LCD rétro-éclairés et les écrans à technologie émissive. Chacune de ces deux catégories recouvre ainsi différentes technologies :

- **LCD rétro-éclairé :**
 - CCFL (ancienne technologie utilisant des néons, en cours de disparition chez les fabricants)
 - Full LED (aussi appelé direct LED : les LED sont disposées sur toute la surface de la dalle)
 - Edge LED (les LED sont disposées sur le pourtour de l'écran)
- **Emissive :**
 - OLED (pixels auto-émissifs qui peuvent s'éteindre individuellement lorsque nécessaire)
 - MicroLED (utilisé plutôt pour des murs d'image, en usage professionnel)

La technologie QLED (quantum dot) mentionnée dans le projet de décision est, quant à elle, un rajout sur les technologies précédentes de la catégorie « LCD rétro-éclairé » pour améliorer la qualité de l'image. Elle ne constitue donc pas une gamme à part entière dans les volumes de vente et n'est pas utilisée sous cette appellation par tous les fabricants.

La technologie « LED » telle que mentionnée dans le projet de décision n'est pas assez précise car présente dans les deux catégories d'écrans, en rétro-éclairage comme pour la technologie émissive.

Notre recommandation est d'utiliser dans la nouvelle décision de l'Arcep seulement les deux grandes catégories de technologie : « Écrans avec rétroéclairage (LCD, LED, QLED, QNED, etc.) » vs. « Écrans avec éclairage auto-émissif (OLED, MicroLED, etc.) ». Ainsi, les

fabricants ne seront pas contraints par des catégories trop précises ou utilisant des dénominations qui ne correspondent pas à leurs pratiques.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux opérateurs de centres de données ?

Nous soutenons le choix de l'ARCEP de cibler les opérateurs de centre de données dont la puissance installée est comprise entre 100kW et 500kW. Cette option correspond aux demandes du secteur depuis l'arrivée de la directive européenne sur l'efficacité énergétique des centres de données et permet d'offrir un régime simplifié pour les plus petits sites.

Question 4 : Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter auprès des opérateurs de centres de données ?

Nous nous félicitons de la reprise des indicateurs définis dans le cadre du règlement de la Commission européenne du 14 mars 2024. Ce choix d'avoir des critères et méthodologies avec l'Europe sera bénéfique et permettra d'augmenter la fiabilité des réponses recueillies.

Nous invitons toutefois l'ARCEP à considérer pour les prochaines collectes un alignement des dispositifs, notamment pour que les processus et échéances soient identiques.

Remarques complémentaires :

Nous tenons à réitérer certaines des remarques concernant les indicateurs dédiés aux équipementiers de réseaux, déjà formulé lors de la consultation sur le projet de décision menée en 2023. Nous rappelons que l'utilisation d'une clé d'allocation des émissions carbone en fonction du chiffre d'affaires réalisé en France n'est pas une méthodologie pertinente pour calculer les émissions de gaz à effet de serre associées aux équipements réseaux mobiles vendus en France. Cette méthodologie ne permet pas de distinguer les activités françaises (majoritairement tertiaires) par rapport à des activités de production menées dans d'autres pays. Le mix énergétique de la France, fortement décarboné, n'est quant à lui pas pris en compte au sein de l'indicateur d'usage du produit vendu.

Enfin, nous appelons l'ARCEP à reconsidérer la période de collecte de données. L'an passé, la décision de collecte ayant été publié après le 1^{er} janvier 2024, la durée de la collecte en a été raccourcie. Nous invitons l'ARCEP à assurer un délai minimal de 4 mois complets, à partir de la date de publication de la décision, pour permettre aux entreprises des conditions de réponse adéquates.

Concernant la prochaine restitution de résultats, nous encourageons l'ARCEP à procéder à une restitution préliminaire des résultats auprès de l'écosystème des répondants avant toute publication officielle.

A propos de l'AFNUM

L'AFNUM, Alliance Française des Industries du Numérique, représente, en France, les industriels des infrastructures numériques, de l'informatique, de l'électronique grand public, de l'impression, de la photographie, des antennes et des objets connectés. Le poids économique des entreprises membres de l'AFNUM est en France de 130.000 emplois, dont 35.000 emplois directs, pour 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires. L'AFNUM est membre de la FIEEC, du MEDEF et de Digitaleurope.